

Tweet 26

J'aime 40

1

Share 4

0

Marc Meillassoux, à Berlin | 29/01/2013, 17:44 - 419 mots

Peter Altmaier, ministre CDU de l'Environnement, a fait sensation en relançant la polémique autour du coût excessif de la politique visant à promouvoir les énergies renouvelables.

La question écologique continue de déchaîner les passions en Allemagne. Et il semble que les partisans d'un tournant énergétique « modéré » aient trouvé en la personne de Peter Altmaier un allié de poids. Car le ministre CDU de l'environnement, sans remettre en cause la loi votée en 2000, compte bien en revoir le mode de financement, qui repose aujourd'hui essentiellement sur les ménages et le Mittelstand (les ETI allemandes). En cause notamment, la subvention d'Etat qui assure aux énergies vertes un prix fixe compatible avec le marché. De 0,35 centime par Kwh en 2003, cette subside a certes permis d'atteindre une part de 23% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique allemand, mais elle a été multipliée par 15 et atteint aujourd'hui 5,3 centimes, ce qui représente un coût de 20 milliards par an pour la collectivité. D'après le cabinet Bearing Point, il pourrait atteindre 12 centimes en 2020, soit 50 milliards d'euros annuels.

Concrètement, pour un foyer moyen qui consomme 3500 kwh par an, l'addition passerait alors de 185 à 420€ par an. « Nous avons atteint la charge limite de cette subvention » a déclaré le ministre de l'[Environnement](#). Peter Altmaier a par ailleurs revendiqué une meilleure allocation des aides en fonction des besoins du réseau. Ainsi la production d'énergie verte est très concentrée en Basse-Saxe, alors que la plupart des grands groupes industriels sont localisés dans le sud du pays. Et quand les parcs éoliens en mer du Nord et dans le Schleswig-Holstein produisent des excédents d'énergie, la Bavière et le Bade-Wurtemberg revendiquent une production autonome.

Un sujet sensible à l'approche des élections

La question est sensible à l'approche des élections de septembre prochain, alors que les ménages ont vu leur facture énergétique gonfler de 80% en dix ans, mais restent profondément attachés au tournant énergétique. Peter Altmaier, proche d'Angela Merkel, a d'ailleurs choisi une rhétorique « raisonnable » : après le nécessaire « frein à la dette publique », le ministre en appelle désormais au « frein à l'augmentation des prix » de l'énergie. Le remuant ministre libéral de l'Economie, Philipp Rösler, pourfendeur assidu d'une transition énergétique qui sacrifierait la compétitivité des industriels allemands, a salué « un pas important, dans la bonne direction ». D'après l'Institut VIK, les industriels français payent en effet seulement 78% du prix de l'énergie allemand, les Chinois 75% et les Américains 48%. De leur côté, les branches éoliennes et solaires ont dénoncé une déstabilisation du secteur, notamment de ses investisseurs, qui pourrait « mettre en danger la transition énergétique toute entière ».

Tweet 26

J'aime 40

1

Share 4

0